

Alex Krainer : guerres de l'énergie, fin du dollar et crise bancaire

Alex Krainer est analyste de marché, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatif. Krainer aborde les guerres énergétiques de l'Occident, la destruction du dollar américain et l'effondrement du système bancaire. Substack d'Alex Krainer : <https://alexkrainer.substack.com/> Podcast d'Alex Krainer : <https://www.youtube.com/@kraineralex> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Nous retrouvons Alex Krainer, auteur, analyste de marché et ancien gestionnaire de fonds spéculatif, pour parler des guerres de l'énergie. Merci donc de revenir dans l'émission.

#Alex Krainer

C'est un plaisir de vous retrouver, Glenn. Je suis ravi d'être avec vous, et bonjour à tous ceux qui nous écoutent.

#Glenn

Lorsque les États-Unis s'en sont pris au Venezuela, Trump a essentiellement mesuré le succès à l'aune de la richesse qu'ils en extraient, du fait que le pétrole est désormais sous contrôle américain. On a vu la même chose avec l'Iran. Lorsqu'ils se sont attaqués à l'Iran, certains commentaires ont été faits. Vous avez sans doute vu ces éléments de langage récurrents à la télévision américaine : il y aura des difficultés à court terme pour des bénéfices à long terme. Et ces bénéfices à long terme étaient mesurés en termes d'accès au pétrole iranien. Les Iraniens vendraient leur pétrole en dollars. À mesure que la guerre avançait, ils faisaient valoir que les Chinois étaient désormais privés de pétrole iranien. C'est une bonne chose. Et bien sûr, la guerre contre la Russie aussi a eu, dès le premier jour, une forte dimension énergétique. Autrement dit, les Américains ont détruit Nord Stream.

Les Européens se sont coupés de l'énergie russe. Ils ont essayé de contraindre le reste du monde à se joindre aux sanctions, sans succès. Mais, s'agissant aussi de la guerre elle-même, pas seulement en Iran, mais aussi avec la Russie, on voit que les infrastructures énergétiques sont devenues une

cible majeure. Et, oui, dans le même temps, les représailles contre les États du Golfe se concentrent sur l'énergie. On voit des corridors énergétiques essentiels : le détroit d'Ormuz, la mer Rouge, la mer Noire, tout cela. Et bien sûr, on peut aussi mettre dans la même catégorie le marché énergétique ukrainien dévasté. Je me demandais simplement : comment voyez-vous le rôle de l'énergie dans ces guerres ? Pourquoi occupe-t-elle une place aussi centrale ? Car ces guerres semblent aussi profondément interconnectées.

#Alex Krainer

L'énergie est au cœur des guerres impériales depuis cent vingt ans. Vous savez, depuis que les Britanniques ont décidé que le pétrole était l'énergie de l'avenir et qu'ils ont découvert que le Moyen-Orient était riche en ressources pétrolières. Les guerres impériales se sont pratiquement toutes concentrées sur l'énergie. L'importance de l'énergie se voit aussi dans le fait qu'aujourd'hui, ce qu'on appelle les combustibles fossiles, les hydrocarbures, fournissent plus de cinquante fois le travail que peut fournir la force musculaire humaine. Et c'est l'un des éléments clés du PIB. Plus une économie utilise d'énergie, plus elle est riche. En général, elle a un niveau de vie plus élevé, davantage de prospérité, et ainsi de suite. C'est donc absolument central pour l'économie mondiale.

Et il n'est pas étonnant que l'administration Trump ait décidé de prendre le contrôle du Venezuela, qui, soi-disant, détient les plus grandes réserves de pétrole au monde. Je dis « soi-disant » parce que tous ces chiffres sont autodéclarés. Et chaque pays qui déclare ses réserves pétrolières a intérêt à tricher, puisque les quotas de l'OPEP sont déterminés en fonction de leurs réserves. Donc, plus leurs réserves sont élevées, plus ils peuvent exporter vers les marchés mondiaux. De ce point de vue, ils avaient intérêt à tricher. Et puis, ces réserves de pétrole sont, en quelque sorte, magiques et inépuisables. Parce que les mêmes niveaux de réserves, déclarés depuis les années 1980 et 1990, n'ont pas changé jusqu'à aujourd'hui, malgré le fait que cent millions de barils de pétrole sont brûlés chaque jour.

Et les États-Unis, dont la production pétrolière nationale avait fortement décliné — un déclin considéré comme terminal —, n'ont jamais réussi à inverser cette tendance avant l'arrivée de la fracturation hydraulique. Mais le pétrole extrait par fracturation ne contient que des composants légers. Il est donc bon pour produire de l'essence, mais il ne contient pas les composants plus lourds nécessaires pour produire du diesel, du carburant d'aviation, du fioul lourd, et toutes ces choses essentielles au transport, au transport aérien, et aux usages lourds, comme les centrales thermiques, les navires, les pétroliers qui utilisent du fioul lourd comme carburant, et ainsi de suite. Donc, en gros, vous avez du carburant pour les voitures à essence, et c'est tout. Ils avaient donc besoin du pétrole brut vénézuélien. Trump est aussi très intéressé par l'idée d'ajouter le Canada comme cinquante-et-unième État, qui possède certaines des plus grandes réserves mondiales de fioul lourd dans les sables bitumineux de l'Alberta. Et puis, il y a évidemment le Moyen-Orient.

Et donc, il me semble que... Ce n'est pas un objectif déclaré de la politique étrangère des États-Unis, mais si l'on voulait accaparer la production mondiale de pétrole brut et de gaz naturel, de la même

manière que les Britanniques voulaient le faire avant la Seconde Guerre mondiale, on ferait à peu près exactement ce que fait l'administration Trump. Et maintenant, on peut parler de programmes nucléaires et de programmes balistiques. On peut parler des droits des femmes, de liberté, de démocratie et de toutes ces choses-là. Mais au fond, tout se résume aux ressources énergétiques, à leur contrôle et, plus important encore, au fait de s'assurer qu'elles soient négociées en dollars américains. Parce que, de cette façon, les États-Unis contrôlent tous les échanges, les banques américaines peuvent financer ce commerce, et tous ces actifs deviennent la richesse et les actifs des institutions bancaires occidentales.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. Toute cette rhétorique autour des droits humains, de la démocratie, des droits des femmes. Enfin, il y a l'intérêt dans la guerre, l'intérêt concret, tangible. Et puis il y a la manière de vendre une guerre. Et là encore, c'est ce que fait la propagande politique. Elle prend l'intérêt brut et le présente comme de l'altruisme. Mais ce que vous avez dit sur l'aspect financier est aussi intéressant, parce qu'on voit que les guerres de l'énergie ont également un impact profond sur le système financier. Et d'ailleurs, vous avez sans doute vu l'extrait, je crois que c'était il y a deux ou trois semaines, Scott... non, peut-être moins. Scott Bessent expliquait que le grand succès concernant le Venezuela ne consistait pas seulement à mettre la main sur son pétrole, mais aussi dans le fait qu'ils vendraient désormais ce pétrole en dollars, ce qui renforcerait le pétrodollar.

Et il soulignait un point, pareil pour l'Iran : non seulement ils allaient gagner beaucoup d'argent, mais ils allaient aussi vendre leur pétrole en dollars, désormais. Ils allaient utiliser les recettes de leurs ventes de pétrole, en dollars, pour acheter des produits agricoles américains. Les États-Unis en seraient le fournisseur exclusif. Là encore, c'était à l'époque où ils imaginaient à quoi ressemblerait une victoire. Et puis la Russie, après la guerre par procuration en Ukraine, recommencerait probablement elle aussi à vendre en dollars. Il insistait beaucoup là-dessus : toute la politique étrangère de Trump est organisée autour de l'idée de consolider le rôle central du dollar.

Tout cela se produit, bien sûr, dans le contexte d'efforts considérables pour s'éloigner du dollar et du système financier américain. C'est le cas, par exemple, des BRICS, dont Trump a aussi dit vouloir se débarrasser — ou, plus exactement, il a déclaré avoir déjà vaincu les BRICS, en substance. Mais, vous savez, les mots n'ont plus tellement d'importance aujourd'hui. Cela dit, c'est un point important, parce que les BRICS, principalement sous l'impulsion de la Chine, prennent désormais la tête de la diversification des monnaies, des banques de développement, des systèmes de paiement, et ainsi de suite. Je me demandais : quelle importance cela a-t-il, selon vous ? Comment expliqueriez-vous le système financier et la concurrence qui se joue autour de lui ?

#Alex Krainer

Eh bien, vous savez, sur le plan économique, tout cela est fondamentalement sans importance. Sans importance au sens où, vous savez, si vous avez besoin de pétrole, vous en trouverez de toute façon

à la pompe. Vous n'avez pas besoin de bases militaires. Vous n'avez pas besoin de mener des guerres impériales sans fin. Parce que je suis sûr qu'en Norvège, vous avez du pétrole. Bon, la Norvège est un pays riche en pétrole. Mais l'Autriche n'a pas ses ressources pétrolières. La Suisse n'a pas ses ressources pétrolières. La Croatie a très peu de ressources pétrolières. Toute ma vie, on a pu aller à une station-service et acheter du pétrole. Il n'a pas fallu de guerres impériales. Il n'a pas fallu avoir des bases militaires au Moyen-Orient, au Venezuela, au Canada, au Nigeria ou ailleurs. En gros, c'était le commerce mondial. Nous exportions ce que nous avions.

Et nous avons acheté ce dont nous avions besoin. C'est vrai pour tous les pays. C'est ce qu'on appelle un commerce mondial normal, équitable et constructif entre différentes nations. La même possibilité est ouverte aux États-Unis. Ils pourraient simplement exporter ce qu'ils ont et obtenir ce dont ils ont besoin. Mais la sphère financière de toute l'équation économique n'y gagne rien s'ils se contentent de commercer du pétrole. Car, pour elle, le gros lot, c'est de garder le contrôle des régions riches en ressources pétrolières. Parce qu'alors, elle peut utiliser cette richesse en ressources comme sa propre garantie. Autrement dit, elle peut accorder des prêts à ses clients, à des entreprises comme BP, Chevron, Unocal, toutes ces compagnies pétrolières, tous ces géants du pétrole, pour qu'ils aillent développer ces ressources pétrolières dans le monde entier, et commercialiser ce pétrole, le vendre contre des dollars américains.

Pourquoi est-ce important ? Parce que, dès lors qu'une banque comme JP Morgan accorde un prêt à Chevron, disons un prêt d'un milliard de dollars, ce prêt d'un milliard de dollars devient un actif au bilan de JP Morgan. Et Chevron doit commencer à rembourser ce prêt en dollars américains, en vendant ce pétrole en dollars américains. Ainsi, disons que l'exploitation pétrolière se trouve au Nigeria, en Iran, en Russie, au Kazakhstan, ou n'importe où ailleurs. Peu importe où elle se situe dans le monde, elle va générer des flux de trésorerie en dollars américains. Cela signifie que la richesse de l'Iran, du Kazakhstan, du Nigeria, du Mexique, ou d'ailleurs, va affluer vers les banques occidentales de premier plan, qui seront généralement les grandes banques de Wall Street et de la City de Londres.

Et c'est en ce sens que c'est le mécanisme moderne du colonialisme, parce qu'il garantit toujours que les richesses des régions colonisées du monde finissent par affluer vers des centres financiers occidentaux comme Londres, New York, Paris, et ainsi de suite. Donc, pour être sûr que cela se produise, que les Iraniens ne financent pas par erreur leur propre développement dans leur propre monnaie, et qu'ils ne confient pas ces contrats à des entreprises iraniennes nationales, pour cela, il faut prendre le contrôle politique du pays.

Autrement dit, vous savez, si vous avez ces mollahs arrogants à Téhéran qui veulent développer leur nation de manière indépendante, investir leurs capitaux dans leur pays, financer leur propre développement, financer leurs propres entreprises de ressources énergétiques et d'infrastructures énergétiques, puis construire progressivement leur société à partir de la base, la rendre plus riche et plus développée, atteindre une prospérité et un niveau de vie plus élevés, alors ils se retrouvent immédiatement en guerre contre les puissances colonialistes occidentales. Parce que celles-ci

veulent pouvoir extraire cette richesse de l'Iran. Et la manière dont elles s'y prennent, c'est tout simplement d'envoyer leurs propres entreprises, financées par leurs propres banques. Et là, vous savez, les gens reconnaissent des entreprises occidentales comme BP, Shell, Chevron, KBR, Halliburton, et toutes ces méga-entreprises que l'on voit partout dans le monde.

Mais il faut distinguer leurs intérêts de ceux des banques. Chevron peut aller en Iran, répondre à des appels d'offres pour des projets de développement avec, disons, le ministère iranien de l'Énergie, ou peu importe. Et s'ils remportent des contrats, ils peuvent accepter que, d'accord, des banques iraniennes financent ce développement, et que Chevron rembourse ces prêts aux banques iraniennes. Chevron s'en moque, au fond. Pour eux, un dollar est un dollar, un rial est un rial. Ça ne fait aucune différence. En revanche, des banques comme JP Morgan, Goldman Sachs et Citigroup ne touchent rien si Chevron conclut un accord de prêt avec une banque iranienne, kazakhe, nigériane, ou autre.

C'est donc dans le système financier occidental que se déterminent, en dernière analyse, les incitations à la colonisation et aux guerres de conquête. C'est de là que ça émane. Et pour s'assurer que des entreprises comme BP, Chevron ou Halliburton se comportent d'une manière qui convienne à leurs banquiers, vous trouverez toujours, au conseil d'administration de toutes ces entreprises, quelqu'un de Goldman Sachs, de JP Morgan ou d'une banque de ce genre. Juste pour veiller à ce que ces sociétés ne commencent pas réellement à servir les intérêts de leurs actionnaires, parce qu'il est plus important de servir les intérêts de leurs banquiers.

#Glenn

Bon, admettons un instant que la guerre contre l'Iran n'ait pas eu pour objectif de libérer les femmes ou de défendre les droits humains, et que, de même, les pays de l'OTAN n'aient pas déclenché une guerre en Ukraine en 2014 pour faire progresser les libertés. Mais encore une fois, il s'agit d'intérêts géostratégiques. Alors, quelles seraient selon vous les conséquences d'une défaite ? Parce que, de mon point de vue, là encore, ce n'est pas encore terminé, mais il semble que les guerres contre l'Iran comme contre la Russie vont probablement se solder par une défaite. Qu'est-ce que cela signifie pour les États-Unis et l'Occident politique, en ce qui concerne, j'imagine, leurs marchés de l'énergie et leurs systèmes financiers ? Encore une fois, c'est difficile. Nous n'avons pas de boule de cristal, et c'est une situation nouvelle. Nous n'avons jamais vu cela auparavant. Vous êtes analyste des marchés : à quoi vous attendriez-vous ? Qu'est-ce que vous vous attendriez à voir ?

#Alex Krainer

Merci, Glenn. C'est la question parfaite parce que... pardon. Voilà comment je vois les choses : il y avait tout un système dans lequel des entreprises, clientes d'institutions bancaires occidentales, parcouraient le monde et développaient des installations de production pétrolière, de production de gaz, des mines, des exploitations agricoles. Tout cela était financé par des prêts accordés par ces banques, n'est-ce pas ? Ces prêts figuraient à l'actif du bilan de ces banques. Autrement dit, les

prêts consentis à leurs clients sont des actifs pour la banque. Et ces actifs produisaient des flux de trésorerie qui revenaient vers ces banques. Et, vous savez, avec ce système bancaire magique de réserves fractionnaires — qui est en soi un énorme mensonge, mais c'est un autre sujet — disons que ces banques sont extrêmement endettées.

Et je pense qu'aujourd'hui, les banques américaines ont un effet de levier proche de vingt pour un, n'est-ce pas ? Cela signifie qu'elles ont, dans leur bilan, vingt fois plus d'actifs que de coussin financier capable d'absorber les pertes, que de fonds propres de catégorie 1. Si certains de leurs actifs se dégradent, elles peuvent amortir le choc et absorber ces pertes. Mais en réalité, leur effet de levier est si élevé que si cinq pour cent de leurs actifs se dégradent, toute la banque risque de faire complètement faillite. Et je pense que, pour les banques européennes, c'est encore bien, bien pire, parce que les banques européennes trop grandes pour faire faillite ont, je pense, un effet de levier pouvant aller jusqu'à trente pour un. Cela signifie que si seulement 3,3 pour cent de leurs actifs font défaut, toute la banque pourrait faire faillite.

Cela met alors tout le système sous tension et crée un risque d'effondrement systémique total. Autrement dit, si, disons, J.P. Morgan fait faillite, à cent pour cent, cela entraînera avec elle beaucoup d'autres grandes banques aux États-Unis, parce qu'elles sont toutes exposées les unes aux autres. Et soudain, si J.P. Morgan fait faillite, peut-être que Citigroup se retrouvera à devoir assumer les pertes, parce qu'elles ont entre elles d'énormes opérations sur produits dérivés, vous voyez. Donc, si J.P. Morgan subit des pertes sur des produits dérivés qu'elle doit verser à Citigroup, eh bien Citigroup ne verra jamais cet argent. Et peut-être que sa propre exposition s'aggravera tellement que Citigroup fera faillite à son tour, et ainsi de suite. On obtient alors quelque chose qui ressemble à un effondrement systémique du système bancaire, comme en deux mille huit. Alors, pourquoi est-ce probable ?

Parce que je pense qu'une grande partie des actifs des banques occidentales est précisément liée à des régions comme le Moyen-Orient. Elles y avaient fait d'énormes investissements dans le secteur pétrolier, dans le secteur du gaz naturel, dans tous ces secteurs de matières premières exportées depuis la région. Tout était toujours libellé en dollars américains. Et les recettes en espèces de ces ventes servaient à rembourser ces dettes, ces prêts, qui constituaient les actifs de ces banques occidentales. Et aujourd'hui, nous savons que, par exemple, le Qatar a complètement cessé de produire et d'exporter du gaz naturel. Cela signifie que ces flux de trésorerie tombent à zéro. Cela signifie que, pour la banque qui détient ces actifs, ce sont désormais des créances douteuses, qui ne seront peut-être jamais remboursées. À moins que, d'une manière ou d'une autre, miraculeusement, l'Occident ne gagne la guerre et ne remette tout en place comme avant. Même chose pour la production pétrolière saoudienne, parce qu'en ce moment, l'Arabie saoudite n'exporte presque rien, presque zéro baril par jour.

Je pense donc que ce qui s'est passé au Moyen-Orient — et nous n'en connaissons pas toute l'ampleur, car, évidemment, les banques sont les dernières institutions à nous dire la vérité sur leur exposition financière — a fait que tout l'édifice a heurté l'iceberg proverbial. Et il n'y a pas de retour

en arrière possible. Et puis, indépendamment de tout ce problème, il y a le problème de l'IA. Beaucoup de ces banques ont investi des sommes absolument colossales dans l'industrie américaine de l'intelligence artificielle. Et ces investissements se sont révélés bien plus importants que nous ne le savions. En plus des quelque mille trois cent cinquante milliards de dollars dont nous savions qu'ils avaient été investis, il s'est avéré qu'il y avait encore mille six cents milliards de dollars de dettes dissimulées hors bilan dans des entreprises comme NVIDIA, Alphabet, Amazon, et ainsi de suite.

Mais ces dettes sont bel et bien réelles. Parce qu'aux États-Unis, les gens au pouvoir, pour une raison ou une autre, ont décidé de tout miser sur l'IA. Et ils comptaient plus ou moins sur une suprématie mondiale incontestée et permanente dans l'IA. Ils pensaient qu'ils pourraient, en gros, tenir le monde en otage, si vous voulez. Si vous voulez de l'IA, il n'y aurait qu'une seule boutique au monde où en acheter. Cela aussi s'est révélé être une grave erreur de calcul. Il me semble donc que le système financier américain, et par extension plus ou moins le système financier occidental, se retrouve au bord d'une tempête presque parfaite. Et les conséquences, je pense, sont mathématiquement inévitables. Ce ne sera qu'une question de temps. Mais vous savez, c'est comme lorsqu'un avion perd ses moteurs et commence à tomber. Vous savez qu'il va tomber, et vous savez que la désintégration est certaine. Mais ce n'est pas la chute qui détruit l'avion et tue les passagers.

C'est le moment où la chute s'arrête brusquement, où l'avion s'immobilise d'un coup. C'est à ce moment-là que tout le monde est tué. Et j'ai bien peur que cela soit désormais en train de nous arriver. Je ne vois pas comment on pourrait inverser la tendance sans une refonte complète du système monétaire occidental et des relations commerciales de l'Occident avec le reste du monde. Il faudrait lever rapidement toutes les sanctions contre la Russie. Il faudrait rapidement engager, disons, un processus de paix honorable et équitable au Moyen-Orient. Et je ne pense pas qu'il soit réaliste de l'espérer à court terme. Donc, je pense que notre oligarchie financière nous tient tous en otage, parce que nous sommes les passagers de leur Titanic, qui a heurté l'iceberg. Et ils tenteront de sauver le navire, même s'ils doivent pour cela sacrifier jusqu'au dernier de ses passagers.

#Glenn

Je trouve étrange que, lorsque je vois les attaques, par exemple du Yémen contre l'Arabie saoudite, et à quel point elles sont dévastatrices, à quel point leurs conséquences seront importantes, cela reçoive en réalité si peu de place dans les médias. Et puis, oui, il semble aussi y avoir une forme de manipulation des marchés. Il est également assez évident que Trump, chaque fois que le prix du pétrole devient trop élevé, commence alors à parler de paix, à raconter que les Iraniens l'appellent et qu'ils veulent maintenant tout arrêter, et qu'il faut conclure un accord. C'est tellement directement lié à la manipulation des marchés.

Et je comprends pourquoi. Comme Trump l'a dit, ils étaient dans une situation très critique. C'est pour ça qu'ils ont dû signer le protocole d'accord. Et on a eu la même chose avec J. D. Vance, qui expliquait : eh bien, il nous fallait ce protocole pour ouvrir un peu les marchés, afin de pouvoir faire passer de l'énergie. Donc, vous savez, ils sont assez transparents sur ce qu'ils font. Mais vous dites

qu'une crise bancaire est désormais inévitable. Autrement dit, l'avion est déjà en train de descendre. On ne s'est pas encore écrasés. À quoi cela ressemblerait-il exactement ? Enfin, vous avez décrit comment les États-Unis devraient se réajuster, mais comment, précisément ? Quels sont les indicateurs que vous surveillez ? Vous voyez les obligations s'effondrer ? Oui.

#Alex Krainer

Donc, vous savez, j'ai... j'ai évoqué la crise financière de 2008. Je ne pense pas que cela va se reproduire, Glenn. Et ce n'est pas parce que la situation n'est pas aussi grave. Elle est bien plus grave qu'à l'époque. Mais, entre-temps, l'oligarchie bancaire a fait un coup d'État. Elle a pris le contrôle politique des systèmes économiques en Occident. Ce que je veux dire, c'est qu'en 2008, vous vous en souvenez, Henry Paulson a dû supplier le Congrès, à genoux, de leur accorder un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars pour le système bancaire. Sinon, tout allait s'effondrer. À l'époque, les banquiers devaient aller devant le Congrès et demander son accord pour obtenir des fonds de sauvetage. Ils ont complètement supprimé cette obligation.

Donc les banques japonaises, les banques américaines, les banques britanniques, les banques d'Europe occidentale... enfin, les banques centrales peuvent désormais fournir des liquidités sans aucune restriction à leurs systèmes bancaires. Qu'est-ce que cela signifie ? Disons que les actifs de JP Morgan au Moyen-Orient s'effondrent. Qu'ils ne génèrent plus de remboursements, que leurs clients ne remboursent plus leurs dettes. Cela risquerait de faire chavirer JP Morgan. Sauf que, disons que JP Morgan va voir la Fed et lui dit : « Écoutez, nous avons tous ces actifs, et ce sont de bons actifs parce que, vous savez, toute cette situation au Moyen-Orient... Trump va gagner. Nous allons vaincre les Iraniens, et tout cela va s'arranger. Donc ce sont de bons actifs. Mais pour l'instant, ils sont dépréciés. »

Alors pourquoi ne pas nous émettre, vous savez, nous donner du cash, et nous, on émettra des obligations pour vous ? On émettra des obligations JP Morgan, et vous allez nous prêter cet argent. Comme ça, nous aurons des liquidités. Mais ces actifs ne seront dépréciés que temporairement, jusqu'à ce que nous, vous savez, nous récupérions nos possessions coloniales au Moyen-Orient. Et donc, la Fed, évidemment, parce qu'elle ne peut pas risquer un effondrement du système bancaire, va tout simplement créer de la monnaie à partir de rien pour combler tous ces trous chez JP Morgan, Citigroup, Goldman Sachs, ou chez quiconque en aura besoin. Parce que toute grande banque d'importance systémique, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Europe ou ailleurs, si elle faisait faillite, cela pourrait déclencher un effet domino qui anéantirait une grande partie du système financier occidental.

Ce qui déclencherait une dépression, un effondrement économique, des faillites en masse, un chômage massif, et ainsi de suite. Donc, pour éviter cela, les banques centrales vont simplement imprimer de l'argent et mener un programme d'assouplissement quantitatif sans aucune limite, afin de combler tous ces trous. Parce qu'elles le peuvent. Parce qu'il suffit d'imprimer du papier. Enfin, vous savez, il ne s'agit même pas d'imprimer du papier. Elles créent simplement la monnaie

numériquement, puis la donnent à leurs clients, à leurs banques, vous savez, les banques membres du Système fédéral de réserve. Et les banques disposeront de liquidités à l'infini, elles ne feront pas faillite. Mais toute cette création monétaire à partir de rien finira par provoquer une hyperinflation.

C'est exactement le même syndrome qui a provoqué pratiquement toutes les hyperinflations du vingtième siècle. En gros, dans un pays comme le Venezuela, l'Argentine ou le Zimbabwe, le système commence à défaillir. Les dettes des entreprises deviennent impossibles à rembourser. Les banques se retrouvent exposées. Elles vont faire faillite, ce qui veut dire que tout le système économique va s'effondrer. Il va y avoir des faillites. Les gens vont perdre leur emploi en masse. Alors, ce à quoi les autorités monétaires recourent toujours, c'est à créer de la monnaie à partir de rien. C'est ce qui s'est passé en Union soviétique, au Zimbabwe, en Argentine, et ainsi de suite.

On obtient de l'hyperinflation. On obtient, en gros, une stagnation économique. On obtient la destruction des classes moyennes. Et, au bout du compte, un effondrement inflationniste. En gros, l'inflation sauve le système en dépouillant tous les autres membres de la société. Et on ne les dépouille pas en allant sur leur compte bancaire pour leur voler leur argent, parce que ce serait trop évident. La manière de les dépouiller, c'est de diluer le pouvoir d'achat de leur argent en le donnant d'abord à vos banques. Alors les gens se retrouvent peut-être avec de l'argent à la banque. Mais l'argent sur lequel ils comptaient pour leur retraite ne suffit peut-être plus qu'à faire un plein d'essence.

Donc, c'est probablement ainsi que la crise va se dénouer. Parce que l'alternative, c'est-à-dire un effondrement financier et économique, est trop risquée politiquement pour l'establishment au pouvoir. Car si vous détruisez l'économie et que vous vous retrouvez avec des dizaines de millions de chômeurs dans la rue, vous risquez alors de perdre le contrôle de tout le système. Vous risquez une révolution, une guerre civile, ou quelque chose de ce genre. Ce serait le type d'effondrement qu'on a vu en Union soviétique. Et l'Union soviétique elle-même s'est complètement effondrée à la suite de cette crise financière. Tout comme, vous savez, l'Allemagne de Weimar.

Et vous savez, jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Allemagne était la puissance économique qui montait le plus rapidement au monde. Entre, disons, mille huit cent soixante-quinze et mille neuf cent quatorze, l'Allemagne était extrêmement prospère. Ses industries se développaient à une vitesse fulgurante. Tout semblait aller dans la bonne direction pour l'Allemagne, jusqu'à ce que, vous savez, la Première Guerre mondiale lui soit imposée. On nous a menti à ce sujet dans les cours d'histoire. Ce ne sont pas les faits tels qu'on nous les a racontés. En gros, la guerre a été imposée à l'Allemagne par des manipulations similaires à celles par lesquelles la guerre a été imposée à la Russie en deux mille vingt-deux. Et puis, vous savez, l'Allemagne a commencé à implorer lentement, progressivement. Et là encore, c'est l'impression monétaire incontrôlée qui a provoqué l'hyperinflation de Weimar en mille neuf cent vingt-deux, et l'épargne de tout le monde a été réduite à zéro, en gros.

#Glenn

Eh bien, vous avez évoqué pourquoi il est important, je suppose, d'entretenir l'illusion que l'Iran peut encore être vaincu, si l'on veut continuer à faire circuler l'argent. Est-ce que vous voyez la même logique, sur le plan économique, dans les raisons pour lesquelles les Européens sont si réticents à accepter la défaite en Ukraine, et même à entamer des négociations ? Parce qu'ils ont saisi beaucoup d'avoirs russes. Ils donnent beaucoup d'argent à l'Ukraine, qu'ils qualifient de prêts. Et beaucoup de ces prêts reposent sur l'idée que la Russie paiera un jour des réparations. C'est une hypothèse très étrange, si les Russes sont en train de gagner la guerre. Mais, globalement, ils doivent continuer à faire affluer l'argent vers l'Ukraine pour avoir une chance de vaincre les Russes. Mais est-ce que cela fait partie de cette logique économique ? Parce que je me demande sans cesse dans quelle mesure ils ont puisé dans les avoirs russes saisis. Mais, au minimum, ils en volent les revenus. Je me demande simplement quelle part de logique économique explique l'incapacité des Européens à accepter la paix, à un moment donné.

#Alex Krainer

Je pense que la logique économique est absolument centrale, vous savez, parce qu'une grande partie de cet argent qui a changé de mains l'a été sous forme de prêts. Autrement dit, l'Ukraine a reçu des prêts de puissances occidentales. Et puis, entre autres, l'Ukraine a aussi vendu beaucoup d'obligations à des investisseurs privés occidentaux, pour des dizaines de milliards de dollars. Or aujourd'hui, si vous détenez ce prêt, si vous possédez cette obligation, et disons qu'elle vaut cinquante cents pour un dollar, si demain les grands médias occidentaux reconnaissent que la guerre est perdue et que les combats doivent cesser parce que des hommes ukrainiens meurent sans aucune bonne raison, ces obligations tomberaient probablement presque à zéro. Les détenteurs de ces obligations subiraient donc une perte totale. Et puis il y a autre chose : ils ne pourraient pas se tourner vers la Banque d'Angleterre et dire que ces obligations vaudront autant que de l'argent à la banque.

Elles sont temporairement dépréciées parce que l'Ukraine traverse une crise. Mais ce sont de bonnes obligations, et nous aimerions donc obtenir un prêt en échange de ces obligations. Vous devriez donc les reconnaître à leur valeur nominale, dollar pour dollar, parce que c'est exactement ce qui s'est passé à l'été deux mille vingt-quatre. La Banque d'Angleterre a annoncé qu'elle intervenait sur le marché des pensions livrées. Elle a expliqué que, normalement, sur ces marchés, la banque centrale accepte des garanties à très, très faible risque en échange de prêts, de liquidités, enfin, de monnaie. Il faudrait donc avoir soit des obligations d'État britanniques, américaines ou françaises à votre bilan pour que la Banque d'Angleterre dise : d'accord, ce sont de bons actifs, nous les acceptons comme garanties et nous vous accordons le prêt.

Et donc, vous savez, beaucoup de détenteurs d'obligations en Occident possédaient beaucoup de ces obligations ukrainiennes qui, à l'époque, je crois, se négociaient autour de soixante, c'est-à-dire environ soixante cents pour un dollar de valeur nominale. Et donc, la Banque d'Angleterre est intervenue sans nommer l'Ukraine. Mais elle a dit, en gros : « Nous devons intervenir sur les

marchés des pensions livrées. Mais nous devrions aussi avoir l'esprit un peu plus ouvert sur ce que nous acceptons comme garantie pour conclure ces opérations de pension avec d'autres institutions financières. » Ce qui voulait essentiellement dire : nous devrions accepter comme bonnes garanties des actifs très douteux et risqués. Ils n'ont jamais mentionné les obligations ukrainiennes. Mais si vous saviez ce qui se passait, et si vous saviez lire entre les lignes, le message était très clairement : si vous détenez des obligations ukrainiennes, ne vous inquiétez pas, nous vous couvrons.

Vous pouvez vous tourner vers la Banque d'Angleterre, et on vous fournira des liquidités, dollar pour dollar. Vous ne ferez pas faillite à cause de ça. Ce qui signifie qu'il y a une décision politique prise au plus haut niveau : traiter tous ces actifs comme de bons actifs, parce que nous avons l'intention de gagner cette guerre. Et nous n'arrêterons jamais d'essayer de la gagner. Nous ne ~~parlerons~~ jamais non plus que l'Ukraine cesse de se battre, déclare sa capitulation ou négocie une paix avec la Russie. Parce qu'alors, la dépréciation de tous ces actifs deviendrait définitive, et les centaines de milliards de dollars de richesse des gens — enfin, des détenteurs d'obligations — s'évaporerait du jour au lendemain. Donc, ce sont les gens au sommet de la pyramide financière qui ne permettront jamais à la guerre de prendre fin. Et, vous savez, on pourrait dire exactement la même chose de l'Iran, de la guerre en Iran.

#Glenn

Mais la guerre avec l'Iran a aussi une autre dimension. Pour revenir à ce que vous disiez tout à l'heure sur la course à l'IA, et sur l'importance de cet enjeu, il semble que toute la guerre de l'énergie — c'est-à-dire le système du pétrodollar — en soit un élément clé. Les États du Golfe reçoivent leur sécurité des États-Unis et, en échange, ils vendent leur pétrole en dollars américains. Ils prennent ensuite ces dollars et les réinvestissent aux États-Unis. Et je me demande dans quelle mesure cela sert à alimenter cette bulle de l'IA. Car si les États du Golfe estiment que leur alliance avec les États-Unis les expose au désastre au lieu de garantir leur sécurité, ils pourraient être très tentés de se désolidariser des accords de sécurité avec les États-Unis, et de conclure un accord, peut-être avec les Iraniens, les Chinois ou d'autres.

Et puis, de toute façon, si leurs économies sont complètement détruites, si leurs secteurs énergétiques sont détruits, ils n'auraient plus d'argent à investir aux États-Unis, globalement. Dans quelle mesure cela pourrait-il, disons, faire éclater toute cette bulle de l'IA aux États-Unis ? Parce que, d'après ce que je comprends, c'est l'un des problèmes clés aux États-Unis. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas vraiment... leur capacité à rentabiliser leur IA n'a pas vraiment été couronnée de succès. Donc ils continuent, vous savez, à dépendre — pas de subventions — mais cette bulle est essentielle pour maintenir tout le système en vie. On dirait qu'elle pourrait s'effondrer, c'est ce que j'essaie de dire. Voyez-vous les attaques — voyez-vous la position vulnérable des États du Golfe avoir un impact sur le marché de l'IA et sur toute la bulle qui existe actuellement aux États-Unis ?

#Alex Krainer

Oui, mais vous voyez, Glenn, la difficulté pour répondre à cette question, c'est qu'en ce moment, les marchés sont un peu schizophrènes. C'est très difficile à interpréter. C'est très difficile de comprendre comment les marchés interprètent les événements géopolitiques aujourd'hui. Donc, ce que vous venez d'exposer a parfaitement du sens. Mais les marchés ne sont pas obligés de le reconnaître, ni d'être d'accord avec vous. C'est très mystérieux pour moi. Pour vous donner un exemple, je crois que c'était le samedi 14 septembre 2019 que les Houthis ont lancé une attaque de missiles contre des installations de Saudi Aramco à Abqaiq, en Arabie saoudite, près du golfe Persique. Et le lendemain, lors de la séance de Bourse suivante, qui était le lundi, les prix du pétrole ont flambé.

C'était, de toute l'histoire, la plus forte hausse en dollars par baril. Le prix a augmenté de, je crois, entre huit dollars cinquante et neuf dollars par baril. D'accord ? C'était une seule attaque des Houthis contre les installations d'Aramco à Abqaiq. D'accord ? Et tout le reste était plus ou moins normal. Il n'y avait pas de guerre en Ukraine. Il n'y avait pas non plus de guerre au Moyen-Orient, au Liban ou en Syrie. La situation en Syrie était plus ou moins réglée à ce moment-là. Et il n'y avait pas de guerre entre les États-Unis et l'Iran. L'Iran était encore... ils étaient encore dans ces va-et-vient, vous savez, autour du JCPOA. Hier — donc aujourd'hui, nous sommes le 28 juillet — le 27 juillet, hier, ce n'étaient peut-être pas les Houthis. C'étaient peut-être des milices basées en Irak, qui sont elles aussi alliées à l'Iran.

Ils ont frappé les mêmes installations d'Aramco à Abqaiq, en Arabie saoudite. Comment le marché a-t-il réagi ce matin ? Le marché est en baisse de, je ne sais pas, deux, trois pour cent. Le prix du pétrole, après avoir chuté d'environ sept pour cent lundi, n'est-ce pas ? Donc, en gros, entre le début de ces attaques dimanche et aujourd'hui, mardi, le prix du pétrole a baissé de plus de dix pour cent. Il a chuté d'environ douze pour cent. Et ce, malgré le fait que nous sommes toujours confrontés à une perturbation non résolue du marché pétrolier, à savoir la fermeture du détroit d'Ormuz. Avant la guerre, environ vingt pour cent des approvisionnements mondiaux en pétrole passaient chaque jour par le détroit d'Ormuz. Les Saoudiens ont réorienté une grande partie de leurs exportations par la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb, n'est-ce pas ?

Ansar Allah a fermé le détroit de Bab el-Mandeb au trafic pétrolier saoudien. Ils ont frappé leurs installations sur la mer Rouge, à Yanbu et à Jazan — j'oublie le nom, en fait — mais ils ont infligé des dégâts énormes à leurs installations d'exportation de pétrole sur la mer Rouge. Puis, dimanche, ils ont frappé l'oléoduc qui va de l'est à Yanbu, jusqu'aux terminaux d'exportation de Yanbu. Ensuite, une milice venue d'Irak a frappé Abqaiq. La situation est donc complètement désastreuse, d'un ordre de grandeur bien pire que ce qui s'est passé en deux mille dix-neuf. Mais en deux mille dix-neuf, les marchés avaient réagi par une flambée très brutale du prix du pétrole. Et aujourd'hui, pour une raison quelconque, le prix du pétrole s'effondre. Les marchés réagissent donc exactement dans le sens inverse de ce à quoi on devrait s'attendre.

La situation est infiniment pire que ce que nous avons connu en deux mille dix-neuf, lors de la dernière attaque contre ces installations d'Abqaiq, en Arabie saoudite. Et pourtant, la réaction est

exactement, exactement l'inverse. Vous savez, le marché réagit comme s'il recevait un flot de bonnes nouvelles. Comme si la production de pétrole explosait, comme s'il y avait un surplus de pétrole, comme si tout allait merveilleusement bien. Et je pense que ce n'est tout simplement pas vrai. Et je pense que cela est obtenu par des manipulations de marché, d'une manière ou d'une autre. Enfin, j'ai vu des commentaires de marché affirmant que quelqu'un avait déversé quelque chose comme cent mille contrats de pétrole brut Brent sur le marché, avant l'ouverture de la séance régulière du Brent lundi matin. Je ne sais pas si c'est vrai ou non, mais c'est probablement le cas...

#Alex Krainer

Assez proche de la vérité, parce que d'une certaine manière, ce genre de choses arrive. Et ensuite, l'administration Trump essaie de rassurer les marchés avec ce cycle incessant : on répète toujours la même chose. « Oh, on bombarde les Iraniens. Oh, ils nous appellent. Ils nous demandent, s'il vous plaît, d'arrêter. Vous savez, ils veulent négocier. Ça va se terminer. On va rouvrir le détroit d'Ormuz. » Quelqu'un a compté : Trump a annoncé plus de vingt fois que les Iraniens voulaient négocier, qu'ils voulaient rouvrir le détroit d'Ormuz. Et le marché l'avale à chaque fois, à chaque fois sans exception. Ce qui... Vous savez, les marchés peuvent être lents et ils peuvent réagir à la manipulation psychologique.

Mais vous savez, on ne peut pas se faire avoir une fois, deux fois. Après vingt fois de plus, parfois, vous savez, on pourrait penser qu'ils finiraient par dire : « Bon, on ne vous croit plus. » Donc, il faudra aussi liquider les positions à découvert non couvertes, n'est-ce pas ? Et là, on entre sur un terrain extrêmement dangereux, parce que vous parlez maintenant de la destruction de l'intégrité des marchés occidentaux. Une intégrité qu'ils n'ont jamais eue, mais au moins, en façade, elle existait. La plupart des gens croyaient que les marchés occidentaux, où les échanges étaient transparents, où le mécanisme de formation des prix était valable, et tout ça... Mais maintenant, même pour des écoliers, il devient difficile de ne pas voir que quelque chose ne tourne vraiment, vraiment pas rond.

Et je vais juste dire ceci. Vous savez, je suis arrivé dans ma ville natale hier soir, lundi soir. Normalement, quand j'arrive, je rentre directement chez moi. Mais cette fois, je me suis dit : je ne sais pas ce qui va se passer dans les prochains jours. Je vais aller à la station-service et faire le plein, pour être sûr d'avoir un réservoir plein au cas où je devrais aller quelque part. Alors, je suis allé à la station-service avant de rentrer chez moi. Et, pour la première fois en trente ans, j'arrive à la station et le gars me dit : « On n'a plus de carburant. Pas une goutte. Continuez votre route. » Heureusement, j'ai trouvé de l'essence à la station suivante. Mais dès que les gens voient que des stations-service refusent des voitures parce qu'elles n'ont plus de carburant, leur réaction suivante, c'est de se précipiter à la première station suivante.

Les gens font des achats de panique. Et quand ça commence, on se retrouve avec des pénuries et de longues files d'attente aux stations-service. Et là, il devient très difficile de justifier une baisse des prix du pétrole alors qu'il y a une pénurie. Donc, je pense qu'il y aura, à terme, un retour de bâton.

Comme je l'ai écrit dans mon rapport ce matin, tous les empires sur leur déclin ont essayé de plier les lois de l'économie à leur volonté. Et tous, sans exception, ont fini par échouer. Ce sera aussi le cas cette fois-ci. Nous allons entrer dans une période de forte inflation et de stagnation économique. Et je pense qu'à ce stade, il n'y a plus aucun moyen de faire marche arrière. Ce n'est plus qu'une question de temps.

#Glenn

Eh bien, si nous assistons à ce genre de manipulation de marché, j' imagine que les investisseurs avisés achèteraient du pétrole maintenant, puisqu'il est maintenu artificiellement à bas prix. D' ailleurs, avant de conclure, auriez-vous des conseils sur les placements judicieux en ce moment ? Que faites-vous lorsque vous êtes confronté à ce genre de difficultés ?

#Alex Krainer

Eh bien, vous savez, nous sommes tous très, très vulnérables face au système bancaire. Si le système bancaire s'effondre, les gens risquent de se retrouver sans argent, un peu comme ce qui s' est passé en Grèce et à Chypre en deux mille huit, deux mille neuf. Je conseillerais donc aux gens de retirer un peu d'argent liquide de leurs banques et de le garder sur eux, en espèces. Je leur conseillerais aussi d'envisager d'acquérir de l'or et de l'argent physiques. Et je veux aussi préciser que ce ne sont pas des solutions à la crise. Ce sont des protections. De l'argent liquide, de l'or et de l' argent, à titre temporaire. Ce sont des actifs passifs. C'est, comment dire, un refuge temporaire.

Il faut quand même participer au système économique. Et je pense qu'une très bonne idée serait d' essayer de mettre en place des accords de métayage. En gros, nos agriculteurs font eux aussi faillite en masse, parce qu'ils ont besoin d'argent pour financer leur activité. Et, en général, ils vont voir les banques. Or les banques trouvent mille façons de pousser les agriculteurs vers l'échec. De l'autre côté, certaines personnes ont un peu d'argent, quelques économies. Elles doivent les investir dans quelque chose. Mais là encore, si les banques font faillite, vous allez tout perdre. Le métayage serait donc un arrangement dans lequel des personnes s'associent, en quelque sorte, avec des agriculteurs.

Et les agriculteurs reçoivent des financements de la part de particuliers. Mais au lieu d'être un prêt bancaire, c'est soit un prêt accordé par des citoyens, soit une prise de participation. Donc, disons qu' un agriculteur a besoin de cent mille euros et que moi, j'ai cinq mille euros à investir. Je peux m' associer à d'autres personnes et dire : nous allons réunir cent mille euros pour vous. Et si vous ne pouvez pas nous rembourser en argent, vous pouvez nous rembourser en nature. Vous produisez du lait, des œufs, de la viande, des saucisses, peu importe, des pommes de terre, et vous nous donnez cela en remboursement de ce financement. Cela peut donc être positif pour les agriculteurs, parce qu'on ne va pas saisir leur exploitation, n'est-ce pas ? Et cela peut aussi être positif pour les gens.

Et le mieux dans tout ça, c'est que cet arrangement peut se faire entièrement en dehors du système bancaire. Autrement dit, si le système bancaire s'effondre et que vous avez cet accord avec l'

agriculteur, vous pouvez quand même recevoir votre paiement sous forme d'œufs, de poulets, de pommes de terre, ou de tout ce que produit la ferme. Donc je pense que c'est très créatif. Mais nous avons besoin de solutions créatives en ce moment. Et si c'est gagnant-gagnant pour les deux parties, alors c'est probablement l'un des arrangements à envisager. Parce que nous allons avoir besoin de nourriture quand les choses iront mal, et les agriculteurs vont avoir besoin de financement. Et donc, ce serait l'un des moyens de rendre les communautés bien, bien plus résilientes qu'elles ne le sont si nous dépendons tous des banques et des supermarchés.

#Glenn

Alex, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Vous venez tout juste de rentrer en Croatie, alors je vais vous laisser un peu de temps pour profiter de votre famille. Merci encore.

#Alex Krainer

Merci, Glenn. Ravi de vous revoir.

#Alex Krainer

Et à la prochaine.